

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Étranger : Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Étranger : Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro : Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50  
Par porteur ou par la poste, Togo, France et Colonies : 1, fr. 75  
Étranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO. (A. O. F.)  
Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.  
Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne ..... 2 fr.  
Minimum ..... 10 fr.  
La page ..... 200 fr.  
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.  
Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.  
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret du 14 février 1936**, portant extension aux colonies de la loi du 11 janvier 1936 tendant à interdire de se prévaloir dans un but de réclame financière du titre d'ancien fonctionnaire ou des distinctions honorifiques de la légion d'honneur. (Arrêté de promulgation du 3 avril 1936). 186
- Décret du 25 février 1936**, relatif à la répression des délits d'espionnage dans le territoire sous mandat du Togo. (Arrêté de promulgation du 3 avril 1936). 186
- Décret du 29 février 1936**, complétant l'article 179 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies. (Arrêté de promulgation du 3 avril 1936). 187
- Décret du 1<sup>er</sup> avril 1936**, promulguant au Togo les lois du 10 janvier 1936 sur : 1<sup>o</sup> les groupes de combat et milices privées ; 2<sup>o</sup> le port des armes prohibées. 187

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 26 novembre 1935**, portant virement de crédits à l'intérieur du chapitre XI — budget local — exercice 1935. 188
- Arrêté du 22 janvier 1936**, fixant le taux d'acceptation des monnaies anglaises dans les caisses publiques autorisées à les admettre et autorisant l'agent spécial de Klouto à recevoir en 1936 les monnaies anglaises en paiement des impôts sur rôles. 189
- Arrêté du 30 janvier 1936**, fixant les modes de concession de l'indemnité de zone au Togo pour 1936. 189
- Arrêté du 12 février 1936**, portant modification à l'arrêté N° 488 du 1<sup>er</sup> septembre 1933 réorganisant le régime pénitentiaire au Togo. 190

- Arrêté du 12 février 1936**, modifiant l'arrêté N° 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits. 190
- Arrêté du 24 février 1936**, approuvant les opérations électorales du 9 février 1936 pour le renouvellement de la chambre de commerce du Togo. 190
- Arrêté du 24 mars 1936**, approuvant et rendant exécutoires certains rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1935. 191
- Arrêté du 24 mars 1936**, abrogeant l'arrêté N° 102 du 4 mars 1936 mettant sous le régime de passeport sanitaire les voyageurs en provenance de la Gold Coast. 191
- Arrêté du 30 mars 1936**, constituant le comité des prêts du crédit colonial pour le territoire du Togo. 191
- Arrêté du 30 mars 1936**, mettant sous le régime de passeport sanitaire les voyageurs en provenance de la Gold Coast. 192
- Arrêté du 30 mars 1936**, portant fixation de l'encaisse du bureau des P. T. T. de Lomé. 192
- Arrêté du 31 mars 1936**, fixant la prime à payer aux cafés exportés pendant le 2<sup>e</sup> semestre de l'année 1936. 192

- Actes divers concernant le personnel européen et le personnel indigène** 192
- Allocations** 197
- Secours** 198
- Indemnité** 198
- Arachides** 198
- Permis de conduire** 198
- Avis de concours pour l'emploi de sous-chef de bureau des secrétariats généraux** 198
- Avis aux navigateurs** 198
- Rectificatif** 198
- Domaines** 198
- Bulletin météorologique** 200

### PARTIE NON OFFICIELLE

- Bilan de la B. A. O.** 202
- Annonces** 203

**PARTIE OFFICIELLE****ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Distinctions honorifiques de la légion d'honneur**

**ARRETE** N° 144 promulguant au Togo le décret du 14 février 1936 portant extension aux colonies de la loi du 11 janvier 1936 tendant à interdire de se prévaloir dans un but de réclame financière du titre d'ancien fonctionnaire ou des distinctions honorifiques de la légion d'honneur.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 14 février 1936 portant extension aux colonies de la loi du 11 janvier 1936 tendant à interdire de se prévaloir dans un but de réclame financière du titre d'ancien fonctionnaire ou des distinctions honorifiques de la légion d'honneur;

**ARRETE :**

**ARTICLE UNIQUE.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 14 février 1936 susvisé.

Porto-Novo, le 3 avril 1936.  
DESANTI.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,**

Sur la proposition du ministre des colonies;

Vu la loi du 11 janvier 1936 tendant à interdire de se prévaloir, dans un but de réclame financière, du titre d'ancien fonctionnaire ou des distinctions honorifiques de la légion d'honneur;

**DECRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Les dispositions de la loi du 11 janvier 1936 tendant à interdire de se prévaloir, dans un but de réclame financière, du titre d'ancien fonctionnaire ou des distinctions honorifiques de la légion d'honneur, sont rendues applicables aux colonies, pays de protectorat et territoire sous mandat relevant du ministère des colonies.

**ART. 2.** — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 14 février 1936.  
ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,  
Jacques STERN.

**Répression d'espionnage**

**ARRETE** N° 145 promulguant au Togo le décret du 25 février 1936 relatif à la répression des délits d'espionnage dans le territoire sous mandat du Togo.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 25 février 1936 relatif à la répression des délits d'espionnage dans le territoire sous mandat du Togo;

**ARRETE :**

**ARTICLE UNIQUE.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 25 février 1936 relatif à la répression des délits d'espionnage dans le territoire sous mandat du Togo.

Porto-Novo, le 3 avril 1936.

DESANTI.

**RAPPORT**

Au Président de la République Française,

Paris, le 25 février 1936.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret-loi du 30 octobre 1935, déclaré applicable aux colonies par son article 3, a renforcé les pénalités prévues par la loi du 26 janvier 1934, relative à la répression des délits d'espionnage et des agissements délictueux compromettant la sûreté extérieure de l'Etat.

Désormais, les infractions à la loi précitée, lorsqu'elles auront été commises dans un dessein d'espionnage, seront déférées, même en temps de paix, aux juridictions militaires ou maritimes.

Il m'a paru qu'il serait opportun d'introduire une disposition analogue dans les deux décrets du 22 décembre 1934, qui ont adapté aux territoires sous mandat du Togo et du Cameroun la loi précitée du 26 janvier 1934.

Tel est l'objet des présents décrets que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie de vouloir bien agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,  
Jacques STERN.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,**

Vu le mandat sur le Togo, confirmé à la France, le 20 juillet 1922, par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles du 28 juin 1919;

Vu les décrets des 23 mars 1921 et 21 février 1925, déterminant les attributions du Commissaire de la République au territoire du Togo;

Vu le décret du 22 mai 1924, rendant applicable au Togo la législation en vigueur en Afrique occidentale française;

Vu l'article 6 du décret du 16 octobre 1928, fixant le nombre, le siège et le ressort des tribunaux militaires;

Vu le décret du 22 décembre 1934, concernant la répression des délits d'espionnage et des agissements délictueux compromettant la défense dans le territoire du Togo;

Sur le rapport du ministre des colonies;

**DECRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — L'article 16 du décret précité du 22 décembre 1934, concernant la répression des délits d'espionnage dans le territoire du Togo est remplacé par les dispositions suivantes :

« Lorsqu'une des infractions visées par le présent décret aura été commise dans un but d'espionnage, cette infraction sera déférée aux tribunaux militaires ou maritimes et punie de la détention, sans préjudice des peines plus fortes qui pourraient être prévues par le code pénal ou par les codes de justice militaire pour l'armée de terre ou pour l'armée de l'air ».

**ART. 2.** — Toutes dispositions contraires à celles de l'article 1<sup>er</sup> du présent décret sont et demeurent abrogées.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française, au journal officiel du Togo et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 25 février 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
Jacques STERN.

#### Régime financier des colonies

ARRETE N° 146 promulguant au Togo le décret du 29 février 1936 complétant l'article 179 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 29 février 1936 complétant l'article 179 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 29 février 1936 complétant l'article 179 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

Porto-Novo, le 3 avril 1936.

DESANTI.

#### RAPPORT

*Au Président de la République Française,*

Paris, le 29 février 1936.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

L'article 53 de la loi du 13 avril 1898 et l'article 49 de la loi du 25 février 1901 ont donné la faculté à l'administration métropolitaine d'employer le concours des agents des postes pour la notification des sommations avec frais et commandements concernant les poursuites exercées pour le recouvrement des contributions directes assimilées et des amendes et condamnations pécuniaires.

Des dispositions analogues ont déjà été prises pour la colonie de Madagascar et dépendances, par décret du 26 janvier 1933. Certains chefs de colonies ayant demandé l'extension de cette mesure aux territoires qu'ils administrent, il a paru possible de l'inscrire dans un texte réglementaire général.

A cet effet, nous avons préparé, d'accord avec le garde des sceaux, ministre de la justice, et nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction le projet de décret ci-joint qui tend à compléter l'article 179 du décret financier du 30 décembre 1912.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le ministre des colonies,*  
Jacques STERN.

*Le ministre des finances,*  
Marcel RÉGNIER.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les lois, ordonnances et décrets organiques des colonies;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'avis favorable du garde des sceaux, ministre de la justice;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 179 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies est complété ainsi qu'il suit :

« Le gouverneur aura également la faculté d'employer le concours des agents des postes pour la notification des sommations avec frais et des commandements concernant les contributions directes et taxes assimilées, ainsi que les amendes et condamnations pécuniaires dues par les européens et assimilés ».

ART. 2. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 février 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
Jacques STERN.

*Le ministre des finances,*  
Marcel RÉGNIER.

#### Groupes de combat et milice privées Armes prohibées

ARRETE N° 143 promulguant au Togo les lois du 10 janvier 1936 sur : 1° les groupes de combat et milices privées; 2° le port des armes prohibées.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices privées;

Vu la loi du 10 janvier 1936 sur le port des armes prohibées;

Vu le télégramme ministériel n° 52 du 31 mars 1936;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont promulguées dans le territoire du Togo placé sous mandat de la France, les lois du 10 janvier 1936 sur :

- 1° — Les groupes de combat et milices privées,
- 2° — Le port des armes prohibées.

Porto-Novo, le 1er avril 1936.

DESANTI.

Le sénat et la chambre des députés ont adopté;

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit;

ARTICLE PREMIER. — Seront dissous, par décret rendu par le président de la République en conseil des ministres, toutes les associations ou groupements de fait :

- 1° — Qui provoqueraient à des manifestations armées dans la rue;

2° — Ou qui, en dehors des sociétés de préparation au service militaire agréées par le gouvernement, des sociétés d'éducation physique et de sport, présenteraient, par leur forme et leur organisation militaires, le caractère de groupes de combat ou de milices privées;

3° — Ou qui auraient pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national ou d'attenter par la force à la forme républicaine du gouvernement.

Le conseil d'Etat, saisi d'un recours en annulation du décret prévu par le premier alinéa du présent article, devra statuer d'urgence.

ART. 2. — Sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 16 à 5.000 frs. quiconque aura participé au maintien ou à la reconstitution directe ou indirecte de l'association ou du groupement visés à l'article 1<sup>er</sup>. Les peines prévues à l'article 42 du code pénal pourront en outre être prononcées par le tribunal.

Si le coupable est un étranger, le tribunal devra en outre prononcer l'interdiction du territoire français.

ART. 3. — Les uniformes, insignes, emblèmes des associations et groupements ainsi maintenus ou reconstitués seront confisqués ainsi que toutes armes, tout matériel utilisé ou destiné à être utilisé par lesdits groupements ou associations.

Les biens mobiliers et immobiliers des mêmes associations et groupements seront liquidés dans les conditions de l'article 18 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901.

ART. 4. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le sénat et par la chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 10 janvier 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*  
Pierre LAVAL.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
Léon BÉRARD.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Joseph PAGANON.

Le sénat et la chambre des députés ont adopté;

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit;

ARTICLE PREMIER. — Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 à 1.000 francs, sans préjudice, s'il y a lieu, des peines plus sévères prévues par la loi du 7 juin 1848, quiconque, au cours d'une manifestation ou à l'occasion d'une manifestation, au cours d'une réunion ou à l'occasion d'une réunion, aura été trouvé porteur d'une arme apparente ou cachée ou d'un engin dangereux pour la sécurité publique.

ART. 2. — Le tribunal devra prononcer, en outre, l'interdiction du territoire français contre tout étranger s'étant rendu coupable du délit visé à l'article 1<sup>er</sup>.

ART. 3. — En cas de récidive, l'interdiction de séjour et l'interdiction des droits mentionnés à l'arti-

cle 42 du code pénal pourront être prononcées pour une durée de cinq ans au moins et de dix ans au plus.

ART. 4. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le sénat et par la chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 10 janvier 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*  
Pierre LAVAL.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
Léon BÉRARD.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Joseph PAGANON.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Virement de crédits

ARRETE N° 536 portant virement de crédits à l'intérieur du chapitre XI budget local exercice 1935.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 203 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 7 septembre 1935 portant approbation des budgets du Togo, exercice 1935;

Vu les disponibilités budgétaires au titre du chapitre XI, article 1, 2, 4, 5 et 6;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé à l'intérieur du chapitre XI travaux publics budget local exercice 1935 le virement des crédits ci-après :

	à retrancher	à ajouter
Chapitre XI — 1 — 2 — Entretien des immeubles	5.900	
Chapitre XI — 2 — 1 — Entretien des routes locales	600	
Chapitre XI — 2 — Entretien des routes et ponts	400	
Chapitre XI — 4 — 3 — Prospection de l'eau	6.600	
Chapitre XI — 5 — 1 — Entretien terrain d'aviation	3.800	
Chapitre XI — 6 — 1 — Travaux imprévus	11.000	
Chapitre XI — 3 — 2 — Grosses réparations aux routes et ponts		28.300

ART. 2. — L'administrateur supérieur, ordonnateur délégué et le trésorier-payeur sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Porto-Novo, le 26 novembre 1935

DESANTI.

Approuvé en conseil d'administration dans sa séance du 22 décembre 1935.

**Monnaies anglaises**

**ARRETE N° 31 fixant le taux d'acceptation des monnaies anglaises dans les caisses publiques autorisées à les admettre et autorisant l'agent spécial de Klouto à recevoir en 1936 les monnaies anglaises en paiement des impôts sur rôles.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1930 prohibant la circulation du penny et du half penny;

Vu le décret du 28 février 1931 autorisant le Commissaire de la République au Togo à fixer le cours de la livre dans les caisses publiques;

Vu l'arrêté du 14 février 1934 fixant les conditions dans lesquelles les monnaies anglaises pourront être reçues, données en paiement ou converties par les caisses publiques;

Vu l'arrêté du 8 mars 1935 fixant le taux d'acceptation des monnaies anglaises;

Vu l'arrêté du 30 janvier 1935 autorisant l'agent spécial de Klouto à recevoir pour 1935 les monnaies anglaises en paiement des impôts perçus sur rôles;

Après avis du trésorier payeur;

Sous réserve de ratification en conseil d'administration;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — L'arrêté du 8 mars 1935 susvisé est abrogé.

Les monnaies anglaises seront reçues dans les caisses publiques autorisées à les admettre en paiement au taux de soixante dix francs (70) la livre sterling.

**ART. 2.** — A titre exceptionnel et pour l'année 1936 seulement l'agent spécial de Klouto est autorisé à recevoir en monnaie anglaise et concurremment avec les monnaies françaises le montant des impôts perçus sur rôles.

Les recouvrements s'effectueront dans les conditions de l'arrêté du 14 février 1934 susvisé.

**ART. 3.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 22 janvier 1936.

DESANTI.

Approuvé en conseil d'administration dans sa séance du 30 janvier 1936.

**Indemnité de zone**

**ARRETE N° 67 fixant les modes de concession de l'indemnité de zone au Togo pour 1936.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 juillet 1934 réglementant le mode de concession d'une indemnité dite de zone en faveur du personnel colonial;

Vu la circulaire ministérielle 19/116 du 27 novembre 1935 sur l'indemnité de zone;

Vu l'arrêté 3130 F du 30 décembre 1935 du gouverneur général de l'Afrique occidentale française approuvé par radiogramme 34 du 18 janvier 1935;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Pour l'attribution de l'indemnité de zone pendant l'année 1936 aux fonctionnaires européens des cadres organisés par décret ou par arrêtés locaux, le territoire du Togo est classé en deux zones, savoir :

Première zone : Lomé

Deuxième zone : Tout le Territoire à l'exception de Lomé.

**ART. 2.** — Les taux de l'indemnité de zone sont fixés pour l'année 1936 pour les fonctionnaires ci-dessus, célibataires ou mariés sans enfant aux chiffres ci-après :

SOLDE DE présence	Jusqu'à 15.000	De 15.001 à 17.500	De 17.501 à 20.000	De 20.001 à 25.000	De 25.001 à 33.000	De 33.001 à 36.000
1 <sup>re</sup> zone	13	11	10	9	8	5
2 <sup>e</sup> zone	9	7,50	7	4,50	3,50	2

Les fonctionnaires appartenant à ces mêmes cadres percevront lorsqu'ils sont pères de famille, les taux suivants :

SOLDE DE présence	Jusqu'à 15.000	De 15.001 à 17.500	De 17.501 à 20.000	De 20.001 à 25.000	De 25.001 à 33.000	De 33.001 à 36.000	De 36.001 à 46.000
1 <sup>re</sup> zone	18	15,50	14	12	10,50	7	3,50
2 <sup>e</sup> zone	14	12	11	7,50	6	4	2

L'indemnité de zone cessera d'être perçue pour les fonctionnaires célibataires et mariés sans enfants au delà d'une solde de présence de 36.000 francs pour les pères de famille, au-delà d'une solde de présence de 46.000 francs.

**ART. 3.** — Les enfants légitimes, naturels ou adoptifs pour lesquels le fonctionnaire peut, aux termes du décret du 3 juillet 1897, prétendre au passage gratuit, donnent seuls droit aux taux spéciaux de l'indemnité de zone prévus pour les pères de famille.

Lorsque dans un ménage de fonctionnaires, les deux conjoints se trouveront dans une position leur permettant de prétendre à l'indemnité de zone, chacun d'eux en percevra le montant correspondant à sa solde de présence personnelle; la femme ne percevra dans tous les cas que l'indemnité prévue pour les célibataires.

**ART. 4.** — Le présent arrêté, qui aura son effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1936, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 janvier 1936.

DESANTI.

Approuvé par radio n° 23 du 4 février 1936 du ministre des colonies.

**Régime pénitentiaire**

**ARRETE** N° 78 portant modification à l'arrêté 488 du 1<sup>er</sup> septembre 1933 réorganisant le régime pénitentiaire au Togo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réorganisation administrative du Togo;

Vu l'arrêté 488 du 1<sup>er</sup> septembre 1933 réorganisant le régime pénitentiaire indigène au Togo;

Sous réserve d'approbation en conseil d'administration;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Les dispositions de l'article 48 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 1933 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Il est institué une commission de surveillance qui a juridiction sur toutes les prisons du Territoire. Elle a son siège à Lomé et est composée ainsi qu'il suit :

Le président du tribunal de 1<sup>re</sup> instance *président*  
Le chef du service de santé ou son représentant,  
Le chef du service des travaux publics ou son représentant.

Le chef du bureau des finances.

Le membre indigène titulaire du conseil d'administration.

En cas d'empêchement justifié d'un des membres il y est suppléé par décision du Commissaire de la République sur la proposition de l'administrateur supérieur du Togo.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 12 février 1936.

DESANTI.

Approuvé en conseil d'administration dans sa séance du 17 mars 1936.

**Inspection des produits**

**ARRETE** N° 79 modifiant l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits et tous textes subséquents le modifiant ou le complétant;

Vu la lettre du 17 janvier 1936 du président de la chambre de commerce du Togo;

Sous réserve d'approbation en conseil d'administration;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Les dispositions du 5<sup>e</sup> alinéa de l'article 8 de l'arrêté du 26 septembre 1934 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Cette commission comprend :

Le chef du service de l'agriculture ou son représentant *Président*

Un représentant de la chambre de commerce désigné trimestriellement par cette assemblée,

Un fonctionnaire désigné par l'administrateur supérieur, *Membres*

Le représentant du service de l'inspection des produits du crû.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 12 février 1936.

DESANTI.

Approuvé en conseil d'administration dans sa séance du 17 mars 1936.

**Chambre de commerce**

**ARRETE** N° 95 approuvant les opérations électorales du 9 février 1936 pour le renouvellement de la chambre de commerce du Togo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1928 portant réorganisation de la chambre de commerce du Togo, ensemble les actes subséquents le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 593 du 22 décembre 1935 portant approbation de la liste des électeurs consulaires établie en vue du renouvellement de la chambre de commerce;

Vu l'arrêté n° 30 du 22 janvier 1936 fixant la date des élections pour le renouvellement en 1936 de la chambre de commerce du Togo;

Vu le procès-verbal des élections en date du 9 février 1936;

Sous réserve d'approbation en conseil d'administration;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Sont approuvées les opérations électorales qui ont eu lieu à Lomé le 9 février 1936 pour le renouvellement de la chambre de commerce du Togo et sont déclarés élus :

**1<sup>o</sup> — MEMBRES FRANÇAIS :****a) Membres titulaires :**

M.M. EYCHENNE,  
TROSSELY,  
CURTAT Georges,  
DURONI,  
RODIER.

**b) Membres suppléants :**

M.M. DE CAMPOS,  
CHARLES,  
BARETTE.

## 2° — MEMBRES ÉTRANGERS :

## a) Membres titulaires :

M.M. PERKINS,  
CRUICKSHANK,  
CLEMENT.

## b) Membres suppléants :

M.M. SYLVANUS OLYMPIO,  
ARCHAMBEAU.

3° — MEMBRE ORIGINAIRE DES PAYS PLACÉS SOUS  
MANDAT A FRANÇAIS :

M. Joseph WILLIAM.

4° — MEMBRE ORIGINAIRE DU TERRITOIRE PLACÉ  
SOUS MANDAT E FRANÇAIS :

M. VINZ AYIVI ADAMA.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 février 1936.

*P. Le Commissaire de la République p. i. absent  
L'administrateur supérieur du Togo, chargé de  
l'expédition des affaires courantes et urgentes.*

GEISMAR.

Approuvé en conseil d'administration dans sa séance du 17 mars 1936.

**Contributions directes**

Par arrêté du :

24 mars 1936. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1935 dont le détail suit et qui s'élève à la somme totale de dix sept mille cent vingt cinq francs.

N° DU ROLE	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	CENTIMES additionnels B. L.	CENTIMES additionnels C. M.	TOTAL PARTIEL	TOTAL GÉNÉRAL
444	<i>Sud</i>	Patentes . . . . .	200	70,00		270	270
445	<i>Centre—Atakpamé</i>	Taxes sur les armes non perfectionnées . . . . .	16.680			16.680	16.680
446	<i>Sud</i>	Taxes sur les véhicules . . . . .	125	37,50	12,50	175	175
			17.005	107,50	12,50	17.125	17.125

La date de la mise en recouvrement est fixée au 5 avril 1936.

**Service sanitaire**

ARRETE N° 133 abrogeant l'arrêté n° 102 du 4 mars 1936.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 24 décembre 1928, réglementant la police sanitaire aux colonies;

Vu l'arrêté n° 102 du 4 mars 1936 mettant sous le régime de passeport sanitaire les voyageurs en provenance de la Gold-Coast;

Sur la proposition du chef du service de santé, directeur de la santé au Togo;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Aucun nouveau cas de fièvre jaune n'ayant été signalé en Gold-Coast depuis le 4 mars 1936, l'arrêté n° 102 susvisé est abrogé à la date du 24 mars 1936.

ART. 2. — Le chef du service de santé, directeur de la santé, le directeur du service des voies de pénétration et du wharf, le chef du service des douanes et les administrateurs commandant les cercles sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Porto-Novo, le 24 mars 1936.

DESANTI.

**Crédit colonial**

ARRETE N° 137 constituant le comité des prêts du crédit colonial pour le territoire du Togo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 8 août 1935 portant création du crédit colonial;

Vu le décret du 30 octobre 1935 approuvant les conventions du 30 octobre 1935 relatives au crédit colonial et réglant le transfert de certains prêts du crédit national au crédit colonial;

Vu le télégramme n° 114 du 24 mars 1936 de l'administrateur-supérieur;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Le comité des prêts du crédit colonial pour le territoire du Togo est composé comme suit :

M. L'administrateur supérieur . . . . .	<i>Président</i>
M.M. Le chef du bureau des finances, Le préposé du trésorier-payeur à Lomé, Le directeur de la succursale à Lomé de la banque de l'Afrique occidentale, EYCHENNE, commerçant représentant de la colonisation.	<i>Membres</i>

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 30 mars 1936.

DESANTI.

**Service sanitaire**

**ARRETE N° 138** *mettant sous le régime de passeport sanitaire les voyageurs en provenance de la Gold-Coast.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 24 décembre 1928 réglementant la police sanitaire aux colonies;

Vu le câblogramme du 28 mars 1936 du délégué du gouverneur de la Gold-Coast signalant un cas européen de fièvre jaune non mortel à Kumasi;

Sur la proposition du chef du service de santé, directeur de la santé au Togo;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Les voyageurs en provenance de la Gold-Coast entrant au Togo seront mis sous le régime de passeport sanitaire comportant les mesures sanitaires suivantes :

Pour les passagers européens et assimilés ainsi que pour les indigènes notables, visite sanitaire quotidienne pendant six jours. Si l'autorité sanitaire le juge nécessaire, ils pourront être mis en observation sous grillage ou sous moustiquaire soit dans une formation sanitaire soit à domicile.

Les passagers indigènes, autres que ceux cités ci-dessus, subiront, avant de poursuivre leur voyage dans le Territoire, une mise en observation sanitaire de six jours par les soins du médecin de la circonscription sanitaire d'accès maritime ou terrestre.

La désinsectisation des marchandises ou des bagages de tous voyageurs pourra être, au besoin, prescrite et opérée par les soins des autorités sanitaires.

**ART. 2.** — Le chef du service de santé, directeur de la santé, le directeur des voies de pénétration et du wharf, le chef du service des douanes et les administrateurs commandant les cercles sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Porto-Novo, le 30 mars 1936.

DESANTI.

**Encaisse bureaux des ports**

**ARRETE N° 139** *portant fixation de l'encaisse du bureau de Lomé.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu les arrêtés nos 43 et 323 des 24 janvier et 20 mai 1933 portant fixation des encaisses numéraire maxima des bureaux des P. T. T.;

Vu l'arrêté n° 149 du 8 avril 1935 portant fixation des montants du maximum et minimum d'encaisse des bureaux des P. T. T. du Territoire;

Sur la proposition du chef du service des P. T. T.;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — L'encaisse maximum en numéraire du bureau des P. T. T. de Lomé est fixée à 15.000 francs pour compter du 10 avril 1936.

**ART. 2.** — Le minimum est fixé à la moitié de la somme indiquée à l'article premier.

**ART. 3.** — Le chef du service des postes, télégraphes et téléphones est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 30 mars 1936.

DESANTI.

**Prime à l'exportation du café**

**ARRETE N° 140** *fixant la prime à payer aux cafés exportés pendant le 2<sup>e</sup> trimestre de l'année 1936.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 31 mars 1931 portant : 1<sup>o</sup> création de caisses de compensation en vue d'assurer la sauvegarde de la production du caoutchouc dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat; 2<sup>o</sup> établissement d'une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers;

Vu le décret du 31 mai 1931 réglementant les conditions d'application de la loi du 31 mars 1931 susvisée;

Vu l'arrêté du 22 février 1933 réglementant l'attribution de la prime à l'exportation des cafés;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1935 fixant le prix de revient du café, par kilogramme, dans le territoire du Togo;

Vu le radiotélégramme ministériel n° 51 du 28 mars 1936;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — La prime prévue à l'article 17 du décret du 31 mai 1931 susvisé est fixée à cinquante centimes (0,50) par kilogramme pour les exportations effectuées du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 1936, inclus.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 31 mars 1936.

DESANTI.

## NOMINATIONS, MUTATIONS ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

**PERSONNEL EUROPÉEN****ACTES DU POUVOIR LOCAL****Cessation de fonctions**

Par décision du :

23 mars 1936. — Est abrogée à compter du 1<sup>er</sup> avril 1936, pour cause de départ en congé, la décision du 25 novembre 1935, portant engagement de madame Cros, dame-secrétaire sténo-dactylographe, en service au cabinet.

**Affectations**

Par décision du :

23 mars 1936. — M. DUBOIS, commis des services civils du Togo, en service au cercle du nord, est nom-

né agent spécial de la subdivision de Lama-Kara, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1936.

M. PLANCO Emile, agent comptable de 3<sup>e</sup> classe des chemins de fer du Togo, est nommé gérant de la caisse d'avances de services du chemin de fer et du wharf.

M. PLANCO Emile, aura droit à l'indemnité de responsabilité prévue à l'article 2 de l'arrêté n° 742 du 5 décembre 1933, à l'exclusion des indemnités de responsabilité prévues au tableau n° 2 de l'arrêté n° 324.

#### Primes de fonctions (Douanes)

Par décision du :

24 mars 1936. — Sont attribuées aux fonctionnaires du cadre métropolitain des douanes ayant exercé cumulativement les fonctions de chef de service des douanes au Togo et au Dahomey durant l'année 1935, les primes de gestion ci-après désignées :

M. M. CHOUBELLE, contrôleur en chef . . . 432 frs  
GUEZIEC, vérificateur après 3 ans . . . 1.732 frs

Ces primes ont été calculées en tenant compte de la réduction de 20% prescrite par l'arrêté du 24 novembre 1934.

#### Congé — Passage

Par décision du :

24 mars 1936. — Une réquisition de passage de retour par anticipation en 1<sup>re</sup> classe, (1<sup>re</sup> catégorie B), sur le paquebot *Jamaïque*, attendu à Lomé vers le 31 mars 1936, est accordée à madame GEISMAR et à son enfant âgée de 10 ans, famille de l'administrateur supérieur du Togo, se rendant à Bordeaux, 22 rue Perey.

#### Affectation

Par décision du :

30 mars 1936. — M. LALONDRELLE, géomètre-adjoint de 2<sup>e</sup> classe du cadre local du Togo, retour de congé, attendu à Lomé le 1<sup>er</sup> avril 1936 par s/s *Foucauld*, est remis à la disposition du chef du service de l'enregistrement.

#### Reclassement

Par arrêté du :

28 mars 1936. — Le tableau portant reclassement du personnel des chemins de fer du Togo, en date du 31 décembre 1933, inséré au journal officiel du Togo du 10 janvier 1934 est modifié comme suit en ce qui concerne M. BRUNI Louis :

NOM ET PRÉNOM	DÉNOMINATION		DATE de NOMINATION	ANCIENNETÉ au 31 déc. 1933	SOLDE
	ANCIENNE	NOUVELLE			
BRUNI Louis	Sous-chef de gare avant 18 mois	Sous-chef de gare de 2 <sup>e</sup> classe	28 juin 1933	6 mois 3 jours	14.000

#### Rappel pour services militaires

Par arrêté du :

23 mars 1936. — Un rappel d'ancienneté pour services militaires de 1 mois 26 jours est accordé dans son emploi actuel à M. ANGELETTI Laurent, surveillant du cadre local des travaux publics du Togo.

#### PERSONNEL INDIGÈNE

##### Congés — Permissions

Par décisions des :

24 mars 1936. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 1<sup>er</sup> au 30 avril 1936 inclus, au mécanicien de 3<sup>e</sup> classe du chemin de fer du Togo, ROLOPH, en service à la traction, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 1<sup>er</sup> au 30 avril 1936 inclus, à l'ouvrier de 8<sup>e</sup> classe du chemin de fer du Togo, AMENOUVEKOU Martin, en service à la traction, pour en jouir au Territoire.

Sont accordés, avec solde, des congés de :

30 jours, du 1<sup>er</sup> au 30 avril 1936 inclus, au facteur-enregistreur de 2<sup>e</sup> classe, KOKODOKO Christian, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 3 avril au 2 mai 1936 inclus, au facteur de 2<sup>e</sup> classe des P. T. T. HUNKPATI John, en service à Lomé, pour en jouir à Anécho.

Il aura droit au transport de Lomé-Anécho pour lui et sa famille, aller et retour.

15 jours, du 8 au 22 avril 1936, au garde frontière de 2<sup>e</sup> classe AMAGAN AMAKOUÉ, en service à la brigade de Lomé, pour en jouir à Agomé-Séva (subdivision d'Anécho).

25 mars 1936. — Un congé de 90 jours, avec traitement, du 1<sup>er</sup> avril au 29 juin 1936 inclus, est accordé au commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe GNASSOUNOU Pierre, en service à la paierie à Lomé, pour en jouir à Grand-Popo.

Il aura droit au transport Lomé-Grand-Popo et retour pour lui et sa famille.

Un congé de 30 jours, avec solde, du 1<sup>er</sup> au 30 avril 1936 inclus, est accordé au surveillant des P. T. T. MEDO-WOKPO NOUGBALO, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

30 mars 1936. — Un congé de maternité de 2 mois, avec traitement, valable du 28 mars au 26 mai 1936 inclus, est accordé à M<sup>me</sup> VIGNON Justine née KIEL-WASSER, infirmière de 3<sup>e</sup> classe, en service à Palimé.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1<sup>er</sup> au 30 avril 1936 inclus, est accordé au planton de 8<sup>e</sup> classe LIMOAN Germain, en service au réseau Bénin-Niger à Cotonou.

Un congé annuel de 30 jours, avec traitement, valable du 6 avril au 5 mai 1936 inclus, est accordé à l'ouvrier

de 7<sup>e</sup> classe du chemin de fer du Togo ABALO NYIROFOU, en service à la traction, pour en jouir à Anié (cercle du centre).

Une permission de 15 jours, avec traitement, du 6 au 20 avril 1936 inclus, est accordée au commis d'administration de 8<sup>e</sup> classe AGBODJAN Edouard, en service au cercle du centre, pour en jouir à Porto-Séguoro (subdivision d'Anécho).

Une permission de 5 jours, avec solde, du 30 mars au 3 avril 1936 inclus, est accordée au commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe GNANSOUNNOU Victor, en service détaché au réseau du Bénin au Niger à Cotonou, pour en jouir à Lomé (Togo).

31 mars 1936. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 6 avril au 5 mai 1936 inclus, est accordé au préposé de 3<sup>e</sup> classe des douanes NICOLAS N. GBEBLEWOO, en service au bureau principal de Lomé, pour en jouir au Territoire.

Une permission de 15 jours, avec traitement, du 15 au 29 avril 1936 inclus, est accordée au surveillant des P. T. T. DOSSA AHOUIDI, en service à la subdivision de Lama-Kara (cercle du sud), pour en jouir à Lomé.

Un congé annuel de 30 jours, avec traitement, valable du 5 avril au 4 mai 1936 inclus, est accordé à l'ouvrier de 6<sup>e</sup> classe du chemin de fer du Togo AKAKPO John, en service au wharf de Lomé, pour en jouir au Territoire.

Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 5 avril au 4 mai 1936 inclus, au canotier de 1<sup>re</sup> classe MENSAH AMEDJRO, en service au wharf, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 5 avril au 4 mai 1936 inclus, à l'ouvrier de 7<sup>e</sup> classe du chemin de fer du Togo AGBEMEBIO ANANI, en service à la voie, pour en jouir au Territoire.

#### Sanctions disciplinaires

Par arrêté du :

30 mars 1936. — Le commis d'administration de 8<sup>e</sup> classe SEHO Gabriel, est révoqué.

#### Affectations

Par décision du :

31 mars 1936. — Les agents indigènes des cadres locaux du Togo ci-après désignés, sont mis à la disposition du chef des services du réseau Bénin-Niger pour servir à Cotonou et pour compter des dates respectivement indiquées.

KOHLER Joseph, facteur enregistreur de 1<sup>re</sup> classe, pour compter du 21 janvier 1936.

DAWSON Jules, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe, pour compter du 12 février 1936.

BRYM Moïse, chef de train de 6<sup>e</sup> classe, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1936.

ASSOU William, receveur de 8<sup>e</sup> classe, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1936.

PADONOU Maurice, planton de 8<sup>e</sup> classe, pour compter du 10 février 1936.

#### Félicitations officielles

Par décision du :

30 mars 1936. — Des félicitations officielles sont accordées aux moniteurs et instituteurs de l'enseignement officiel et privé dont les noms suivent :

AJAVON Henri, enseignement officiel, en service à Lomé.

ECOUÉ Jérôme, mission catholique, en service à Lomé.

« pour le brillant classement obtenu au cours du stage annuel d'E. P. de 1936, s'étant classés respectivement premier et second ».

JOHNSON Georges, enseignement officiel, en service à Anécho.

TOCOUC Michel, enseignement officiel, en service à Anécho.

ECOUÉ Pierre, enseignement officiel, en service à Klouto.

WETTI Théophile, mission évangélique, en service à Lomé.

« pour l'activité dont ils font preuve dans leur rôle de moniteurs d'éducation physique ».

#### Stage d'éducation physique

Par décision du :

30 mars 1936. — Sont classés par ordre de mérite à l'issue du stage d'éducation physique de 1935-1936, les instituteurs indigènes de l'enseignement officiel et privé dont les noms suivent, ayant obtenu la moyenne de 12,50 aux examens de classement :

- |                        |                        |
|------------------------|------------------------|
| 1 AJAVON Henri,        | 34 BOCCO Eusèbe,       |
| 2 ECOUÉ Jérôme,        | 35 WETTI Théophile,    |
| 3 AYIVI Abraham,       | 36 AHOLOU Gabriel,     |
| 4 TETEKPOE Léopold,    | ANANOU Maximin,        |
| 5 AFOUTOU Maxime,      | 38 JOHNSON David,      |
| 6 AMOUZOU Gabriel,     | 39 NOUTSOUGAN KOUAMI,  |
| 7 MENSAH KOUÉVI,       | 40 KOUASSI Daniel,     |
| 8 D'ALMEIDA Alexandre, | 41 VIANOU Benjamin,    |
| 9 AYIH Frédéric,       | ANANOU André,          |
| KPOTUFE Vincent,       | AWUTE Gidéon,          |
| 11 ODONKOR Arnold,     | 44 AMOUZOUGAN Cyprien, |
| 12 LACLE Pierre,       | 45 AFATOLO Emmanuel,   |
| NSOUGAN Gabriel,       | 46 KUADJOVIH Salomon,  |
| 14 AYE Jacques,        | MENSAH Théophile,      |
| 15 RANDOLPH Léopold,   | 48 TOCOUC Michel,      |
| AMEGANVI Louis,        | 49 LOUIS Henri,        |
| AJAVON Fabien,         | 50 JOHNSON Denis,      |
| ATIKPO Augustin,       | GUMEZOE Samuel,        |
| 19 AGBEMEGNAN Jean,    | 52 TOMETI William,     |
| 20 DIOGO Christophe,   | 53 CODJO Grégoire,     |
| GBEMAKPO Théophile,    | ETHE Benoît,           |
| ECOUÉ AYAYIVI,         | 55 BLIVI Jules,        |
| EDOH Pierre,           | KOUANVIH Laurent,      |
| SOREMAWU Jean,         | 57 ZIGAN Alexandre,    |
| 25 TEKOUÉ Alexandre,   | 58 OCLOO Pierre,       |
| 26 AYÉBOUA Lazare,     | 59 SOGA Simon,         |
| 27 AKUETE John,        | 60 KOUÉVI Justin,      |
| 28 AYITE Michel,       | 61 GBENADO Georges,    |
| 29 ATIGAN Christian,   | 62 HULDE Winfried,     |
| 30 SAMUEL Abraham,     | 63 ADJOMEDA Jacques,   |
| 31 MOREIRA Benoît,     | 64 BANDEIRA James,     |
| ABIBOU Alexandre,      | 65 TEKPLI Emmanuel,    |
| 33 ANKRAH David,       | 66 KPOTOGBE Arnold,    |

67 KODONOU Kéfas,  
68 APFO Sébastien,  
69 BANSAN Hilaire,

70 ADJOVI Constantin,  
71 AYIVI Benjamin,

Sont classés à titre définitif ayant été trois fois classés, pendant des stages d'E. P. les moniteurs et instituteurs dont les noms suivent :

SINZOGAN Léonard,	FREITAS Paulin,
LAWSON Grégoire,	AGBODJAN Joseph,
DAVID Albert,	QUENUM Pierre Claver,
KLU Samuel,	GOUDEAGBE William,
KOWU Pierre,	KPADENOU Gervais,
PRINCE Alex,	PANOU Pierre,
AGBEKPONOU Louis,	JOHNSON Gabriel,
SIMPSON Albert,	AGROBLY Emmanuel,
LATÉVI Eloi,	GRUNER Hans,
BARIGA Samuel,	D'ALMEIDA Christian,
LAWSON Joseph,	HOUENASSOU Daniel,
TETE David,	NUBUKPO Michel,
JOHNSON Georges,	ECOUÉ Pierre,
KPODAR Louis,	AKUESSON Arthur,
BRUCE Thomas,	ADOTE Jacob,
HOUEDAKO Ambroise,	KPONTON Lucien,
KPONTON Hubert,	SITTI Jean,
FUMEY Arnold,	D'ALMEIDA Charles,
KOUAMI Joseph,	AMEDEGNATO Richard,
LAWSON Jonathan,	AJAVON Henri,
BOEHM Chrysostome,	ECOUÉ Jérôme,
AKAKPO Ecoué,	TETEKPOE Léopold,
AKUESSON François,	AFOUTOU Maxime,
AKOUE Jean,	AYE Jacques,
LAWSON Benoît,	RANDOLPH Léopold,
JOHNSON Clément,	AMEGANVI Louis,
JOHNSON Romuald,	AJAVON FABIEN,
KOFFI Julien,	GBEMAKPO Théophile,
TOULÉASSI Jean,	TEKOUÉ Alexandre.
COLLEY Augustin,	

Ils auront droit à l'indemnité fixée par l'arrêté du 20 mai 1933.

#### Heures supplémentaires

Par décision du :

30 mars 1936. — Est autorisé au profit du commis d'administration de 7<sup>e</sup> classe COMLAVI Aurélien, le mandatement de trois cents (300) heures supplémentaires non rétribuées effectuées en dehors des heures réglementaires pendant l'année 1935 en qualité de chef du bureau du secrétariat de la direction du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf du Togo.

#### Engagements auxiliaires

Par décision du :

26 mars 1936. — Le nommé KOFFI François ASSHANTY, est engagé en qualité de conducteur d'automobiles auxiliaire à une rémunération de cinq francs (5 frs) par journée effective de travail et affecté à l'arrondissement des travaux publics, article 2. — Les nommés ASSIONGBOR KAGNI et GBEGNEDJI Mathias, sont engagés en qualité d'apprentis conducteurs journaliers à une rémunération de deux francs (2 frs) par journée effective de travail et affectés à l'arrondissement des travaux publics.

Le nommé Paul NYAVOR, est engagé temporairement pendant la période du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 1936, en

qualité d'infirmier auxiliaire au salaire mensuel de cent vingt-cinq francs (125 frs.), et est mis à la disposition du chef du service de santé.

#### Congés — Permissions

Par décision du :

28 mars 1936. — Une permission de 3 jours, avec solde, du 25 au 27 mars 1936 inclus, est accordée au chef d'équipe de 1<sup>re</sup> classe du chemin de fer du Togo AYIVI Peter, en service à la voie (Pagala), pour en jouir à Atakpamé.

#### Sanctions disciplinaires

Par décision du :

30 mars 1936. — Une punition de 10 jours de suspension de solde, est infligée au moniteur auxiliaire de 4<sup>e</sup> classe de l'agriculture TOSSA Raphaël, en service au cercle du sud, pour négligence dans son service.

#### FORCES DE POLICE

##### 1<sup>re</sup> — Compagnie de milice :

##### Agrément de stagiaires

Par arrêté du :

31 mars 1936. — Sont agréés à compter du 16 mars 1936 et affectés ledit jour à la compagnie de milice Lomé.

*Comme milicien 1<sup>re</sup> classe stagiaire catégorie A :*

CODJO, ex-caporal de tirailleurs sénégalais.

*Comme milicien 2<sup>e</sup> classe stagiaire catégorie A :*

SOSSOU TCHOBO, ex-1<sup>re</sup> classe de tirailleurs sénégalais.

*Comme stagiaire catégorie B :*

IRIMEA OUEDRAOGO.

NERIBITI OUEDRAOGO.

#### Licenciements

Sont licenciés pour fin de contrat à compter du :

7 avril 1936. — HAMIDOU, milicien 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/243/A.D. de la 4<sup>e</sup> section milice Anécho.

12 avril 1936. — TONIENKO TARAORÉ, sergent, N<sup>o</sup> Mle M/222/A.C. de la P. C. Lomé.

20 avril 1936. — IREKPA, milicien 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/289/A.C. de la P. C. Lomé.

21 avril 1936. — DIRROUTE KOURA, milicien 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/292/A.D. de la 4<sup>e</sup> section milice Anécho.

#### Nominations

Sont promus ou nommés à compter du 16 avril 1936 (prise de rang et droit à la solde compris).

##### Sergent :

MAMADOU MAÏGA, caporal, N<sup>o</sup> Mle M/341/A.S. de la compagnie de milice Lomé, en remplacement du sergent TONIENKO TARAORÉ, licencié.

##### Caporal :

OUMAROU I, milicien de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/354/A.S. de la compagnie de milice Lomé, en remplacement du caporal MAMADOU MAÏGA, promu.

**1<sup>re</sup> — Compagnie de milice :****Rengagements**

Par décision du :

31 mars 1936. — Sont rengagés pour une durée de :  
1 an : 1<sup>er</sup> mars 1936. — AGBA, milicien de 2<sup>e</sup> classe, N° Mle M/118/B.T. de la 4<sup>e</sup> section milice Anécho.

3 ans : 1<sup>er</sup> avril 1936. — NIOFAM, sergent-chef, N° Mle M/4/A.T. de la 4<sup>e</sup> section milice Anécho.

2 ans : 1<sup>er</sup> avril 1936. — EDIARE, sergent, N° Mle M/111/A.T. de la 1<sup>re</sup> section milice Nawaré.

1 an : 1<sup>er</sup> avril 1936. — BAORE, milicien 2<sup>e</sup> classe, N° Mle M/279/A.C. de la 1<sup>re</sup> section milice Nawaré.

2 ans : 3 avril 1936. — MAMADOU II, milicien 1<sup>re</sup> classe, N° Mle M/263/A.D. de la 1<sup>re</sup> section milice Nawaré.

3 ans : 4 avril 1936. — KPANTANON, sergent-chef, N° Mle M/63/B.T. de la P. C. Lomé.

2 ans : 4 avril 1936. — BAGNAN, caporal, N° Mle M/71/B.T. de la 1<sup>re</sup> section milice Nawaré.

3 ans : 12 avril 1936. — LIMBAMBA KIÉRI, caporal, N° Mle M/230/A.C. de la 1<sup>re</sup> section milice Nawaré.

KOUKA I, milicien 1<sup>re</sup> classe, N° Mle M/231/A.C. de la 1<sup>re</sup> section milice Nawaré.

PANGAZOULA, milicien 2<sup>e</sup> classe, N° Mle M/282/A.C. de la 1<sup>re</sup> section milice Nawaré.

2 ans : 12 avril 1936. — KIRSAMA, milicien 2<sup>e</sup> classe, N° Mle M/284/A.C. de la 1<sup>re</sup> section milice Nawaré.

**Congé — Permissions**

a) — Un congé de 2 mois à solde d'absence pour compter du 15 avril 1936, délais de route non compris et avec la gratuité du transport pour lui et sa famille, est accordé au sergent EDIARE, N° Mle M/111/A.T. de la 1<sup>re</sup> section de milice Nawaré pour en jouir à Lama-Kara (cercle du nord).

b) — Des permissions de 45 jours avec solde d'absence, délais de route non compris et sans la gratuité du transport sont accordées à compter des :

1<sup>er</sup> avril 1936 — Au milicien de 1<sup>re</sup> classe KOUKA I, N° Mle M/231/A.C. de la 1<sup>re</sup> section de milice à Nawaré, pour en jouir au village de Zamga — canton de Garango — cercle de Tenkodogo (Côte d'Ivoire).

15 avril 1936. — Au milicien de 2<sup>e</sup> classe BAORE, N° Mle M/279/A.C. de la 1<sup>re</sup> section de milice à Nawaré, pour en jouir au village de Mangouri — canton de Garango — cercle de Tenkodogo (Côte d'Ivoire).

Au milicien de 2<sup>e</sup> classe KIRSAMA, N° Mle M/284/A.C. de la 1<sup>re</sup> section de milice à Nawaré, pour en jouir au village de Woyagadou — cercle de Tenkodogo (Côte d'Ivoire).

c) — Une permission de 30 jours à compter du 15 avril 1936 avec solde de présence, délais de route non compris et sans la gratuité du transport, est accordée au sergent KOMOU, N° Mle M/52/A. T. de la 1<sup>re</sup> section de milice à Nawaré pour en jouir à Kandé — subdivision de Mango (cercle du nord).

**Mutations**

a) — Sont admis à passer dans la garde indigène et rayés des contrôles de la compagnie de milice à compter du 1<sup>er</sup> avril 1936, les miliciens dont les noms suivent :

CHABI YOUNGOU, milicien 2<sup>e</sup> classe stagiaire catégorie A. N° Mle M/462/A.D. de la P. C. Lomé.

KIKAGUI, stagiaire catégorie A. N° Mle M/467/A.D. de la P. C. Lomé.

ALI BORGOU, stagiaire catégorie A. N° Mle M/469/A.T. de la P. C. Lomé.

SOSSOU TONHOBO, milicien 2<sup>e</sup> classe stagiaire catégorie A. N° Mle M/472/A.D. de la P. C. Lomé.

b) — Sont affectés pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1936 :

à la 4<sup>e</sup> section de milice Anécho :

AKPARAMA, stagiaire catégorie A. N° Mle M/464/A.D. de la P. C. Lomé.

GADAM MANGO, stagiaire catégorie B. N° Mle M/408/B. T. de la P. C. Lomé.

**2<sup>e</sup> — Garde indigène :****Rengagements**

Sont rengagés pour 1 an à compter du :

1<sup>er</sup> avril 1936. — NAM, brigadier-chef 1<sup>re</sup> classe, N° Mle 396, du peloton du nord — subdivision Mango.

ALI BASSARI, brigadier 1<sup>re</sup> classe, N° Mle 508, du peloton du nord — subdivision Sokodé.

Esso, brigadier 1<sup>re</sup> classe, N° Mle 1012, du peloton du nord — subdivision Sokodé.

KOMBATE, brigadier 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 904, du peloton du nord — subdivision Sokodé.

AOUSSOU DJOBO, garde 1<sup>re</sup> classe, N° Mle 948, du peloton du nord — subdivision Sokodé.

TOATA, garde 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 512, du peloton du nord — subdivision Sokodé.

N'DABESSO, garde 1<sup>re</sup> classe, N° Mle 963, du peloton du nord — subdivision Mango.

BAKAÏDIA, garde 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 401, du peloton du nord — subdivision Mango.

BETTI, garde 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 446, du peloton du nord — subdivision Mango.

AMADOU, garde 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 984, du peloton du nord — subdivision Mango.

BOUKARY II, garde 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 402, du peloton du nord — subdivision Mango.

11 avril 1936. — BORMA, brigadier 1<sup>re</sup> classe, N° Mle 899, du peloton du nord — subdivision Sokodé.

12 avril 1936. — N'BANGOU, garde 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 981, du peloton du nord — subdivision Sokodé.

BOUKOUZI, garde 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 999, du peloton du nord — subdivision Sokodé.

OUSMAN TARAORÉ, garde 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 974, du peloton du nord — subdivision Mango.

13 avril 1936. — MAMA, garde 1<sup>re</sup> classe, N° Mle 939, du peloton du nord — subdivision Sokodé.

29 avril 1936. — MISSIKA, garde 1<sup>re</sup> classe, N° Mle 1022, du peloton du nord — subdivision Sokodé.

1<sup>er</sup> mai 1936. — KPALEGA, garde 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 1026, du peloton du nord — subdivision Sokodé.

N'GBANI, garde 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 1051, du peloton du nord — subdivision Mango.

**Mutations**

a) — Sont admis dans la garde indigène comme gardes de 2<sup>e</sup> classe, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté n° 467 du 15 août 1933, à compter du 1<sup>er</sup> avril 1936, les ex-miliciens dont les noms suivent :

CHABI YOUNGOU, garde de 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 1059, ex-2<sup>e</sup> classe stagiaire catégorie A., de la P. C. Lomé.

KIKAGUI, garde de 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 1060, ex-stagiaire catégorie A., de la P. C. Lomé.

ALI BORGOU, garde de 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 1061, ex-stagiaire catégorie A., de la P. C. Lomé.

Sossou TCHOBO, garde de 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 1062, ex-2<sup>e</sup> classe stagiaire catégorie A., de la P. C. Lomé.

b) — Sont affectés à compter du 1<sup>er</sup> avril 1936 :

*au peloton de dépôt Lomé :*

CHABI YOGOU, garde de 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 1059, ex-2<sup>e</sup> classe stagiaire catégorie A., de la P. C. Lomé.

KIKAGUI, garde de 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 1060, ex-stagiaire catégorie A., de la P. C. Lomé.

ALI BORGOU, garde de 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 1061, ex-stagiaire catégorie A., de la P. C. Lomé.

*au détachement de police Lomé :*

Sossou TCHOBO, garde de 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 1062, ex-2<sup>e</sup> classe stagiaire catégorie A., de la P. C. Lomé.

### Engagement d'auxiliaires

Par décision du :

25 mars 1936. — Est et demeure rapportée, la décision n° 21 du 5 février 1936, portant engagement de deux mécaniciens-conducteurs auxiliaires.

### ALLOCATIONS

Par décision du :

31 mars 1936. — Sont accordées pour l'année 1936 et dans les conditions fixées par l'arrêté du 26 novembre 1934, les allocations aux jeunes métis désignés ci-après :

CERCLE OU ÉTABLISSEMENT	NOMS DES ENFANTS	AGE	TAUX JOURNALIER DE L'ALLOCATION	PERSONNE HABILITÉE A PERCEVOIR LES ALLOCATIONS
Commune-mixte de Lomé <i>Cercle du sud — Anécho</i>	Lucia ADJOAVI KOUASSI Alfred ADODO Patience	1 an 12 ans 15 —	0 fr., 50 1 fr., 40 1 fr., 40	AKOUELLÉ ANANI Mme. SOUZA BAYI AYABAVI WILHELMINE

Sont accordées à compter du 1<sup>er</sup> février 1936 et dans les conditions fixées par l'arrêté du 26 novembre 1934,

les bourses scolaires aux élèves indigènes des écoles officielles du Togo et ci-après désignés :

CENTRES SCOLAIRES	NOMS DES ENFANTS	AGE	TAUX JOURNALIER DE L'ALLOCATION	PERSONNE HABILITÉE A PERCEVOIR L'ALLOCATION
<i>Lomé (Lomé)</i>	AMAVI Martin Michel	14 ans	1 fr., 50	AVI Joseph au Zongo
—	NOUKAMEWO AMEKOU DJI	14 ans	1 fr., 50	Lui-même (Lomé)
—	AMOUZOUVI NOHOU	15 ans	1 fr., 50	Lui-même
—	KOKOU Carl	12 ans	1 fr., 50	NAVIVYE GAVA (Anagokome)
—	AMEWO ATTIPPOUPOU	14 ans	1 fr., 50	Lui-même
—	Benjamin Sowou	14 ans	1 fr., 50	—
—	AWU KOFFI	12 ans	1 fr., 50	—
—	SEWOAVI ATISSO	13 ans	1 fr., 50	—
—	SOUSSOU Gabriel	14 ans	1 fr., 50	—
—	EDOEH NAYO	11 ans	1 fr., 50	—
—	AFANTEKPO KEOU	11 ans	1 fr., 50	—
<i>Anécho (Anécho)</i>	AGBEKPONOU KODJO	14 ans	1 fr., 50	—
—	AMAVI Commandant	11 ans	1 fr., 50	—
—	AMOUZOU KOUÉVI	13 ans	1 fr., 50	—
—	ANANI BOSSOU	12 ans	1 fr., 50	—
—	DJOGRESSI KOUAKOU	14 ans	1 fr., 50	—
—	EDORD SEDEMEHO Mary	13 ans	1 fr., 50	—
—	EKOUÉ CODJOVI	14 ans	1 fr., 50	—
—	FIOKLOU Pierre	14 ans	1 fr., 50	—
—	HOUESSOU SOUSSOU Emmanuel	15 ans	1 fr., 50	—
—	KOLEVI Clément	14 ans	1 fr., 50	—
—	KOUAO Pie Dovi	14 ans	1 fr., 50	—
—	MESSAN Honoré	14 ans	1 fr., 50	—
—	MISSION MESSANVI	13 ans	1 fr., 50	—
—	NOUGLO FOLIVI	13 ans	1 fr., 50	—
—	TOSSEU Edouard	13 ans	1 fr., 50	—
<i>Sokodé (Sokodé)</i>	KEZIE KAO	14 ans	1 fr., 00	—
<i>Sokodé (Mango)</i>	KOUKOUTI LEM	14 ans	0 fr., 75	—
—	KOMBATI GUÉBIB	14 ans	0 fr., 75	—
—	MAMA ANIDOU	13 ans	0 fr., 75	—

**SECOURS**

Par décision du :

31 mars 1936. — Un secours de cinq cents francs (500 f.), est accordé au nommé BONKPASSÉ, ex-surveillant de routes, domicilié à Sokodé, licencié par arrêté n° 76 du 10 février 1936.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre VIII, article 3, paragraphe 3, du budget local, exercice 1936.

**INDEMNITÉS DE TRANSPORT**

Par décision du :

3 avril 1936. — Le bénéfice de l'indemnité représentative fixe de transport de six francs par mois, est accordé au commis auxiliaire EDORH Thomas, en service à la météorologie à Lomé.

**ARACHIDES**

Par décision du :

24 mars 1936. — La vente des arachides, tant sur les marchés qu'en dehors des marchés ainsi que leur transport sont interdits dans le cercle du nord pour compter du 15 avril 1936.

L'interdiction de transport ne s'applique pas aux arachides accompagnées de la fiche verte de transit.

**PERMIS DE CONDUIRE**

Par arrêté du :

31 mars 1936. — Est rendu à compter du 1<sup>er</sup> avril 1936 le permis de conduire modèle A. qui avait été délivré sous le n° 184 à la date du 15 juillet 1929, au nommé Gabriel MITCHAYI.

**CONCOURS**

Un concours pour l'emploi de sous-chef de bureau des secrétariats généraux sera ouvert les 5 et 6 octobre 1936 dans les conditions fixées par arrêté du 28 avril 1913 et décret du 24 avril 1931 (inséré au J. O. T. 1931 page 317).

Le nombre de places mises au concours est de cinq.

**AVIS AUX NAVIGATEURS**

N° 108 — Les navigateurs fréquentant le Bandiala sont informés :

1° — que la passe est sujette à de fréquents changements principalement près des bouées 1 et 2.

2° — que le tirant d'eau autorisé, pour un coefficient supérieur à 100, est égal à 12 P. 3 ou 3 m. 75.

3° — que les marées du soir sont plus fortes que celles du matin de 0 m. 30 environ.

4° — qu'une tonne rouge a été mouillée à Toubacouta-rive gauche, elle porte le N° 26 b.

5° — que le seuil de Dasilame reste sans changement.

**RECTIFICATIF** au journal officiel du Togo du 16 janvier 1935 page 31 — N° 294 (arrêté N° 593 du 22 décembre 1935 électeurs à la chambre de commerce du Togo).

Au lieu de :

M. M. . . . .  
FILLOT, directeur de la S. O. C. A. F. A. Atakpamé.

Lire :

M. M.

FILLOT, Atakpamé.

Le reste sans changement.

Porto-Novo, le 4 avril 1936.

Le Commissaire de la République p. i.  
DESANTI.

**DOMAINES**

Par arrêté du :

26 mars 1936. — La société anglaise « *the united africa company limited* » à Lomé, est autorisée à occuper à ses risques et périls, une parcelle de terrain domanial, constituant le lot n° 36 du lotissement provisoire de Blitta, cercle du centre, d'une superficie d'environ douze ares.

**Avis de demande d'immatriculation**

au livre foncier du territoire du Togo.

Suivant réquisition, n° 996, déposée le 14 avril 1936 le receveur des domaines, demeurant et domicilié à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de dix hectares situé à Mango, chef-lieu de la subdivision, cercle du nord et borné au nord, à l'est et au sud par terrain domanial, à l'ouest par la route de Borgou.

Il déclare que ledit immeuble appartient au territoire du Togo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Ledit terrain est présentement occupé provisoirement par le conseil d'administration de la mission catholique du Togo suivant l'arrêté n° 30 du 20 février 1936.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

**Avis de bornage**

Le vendredi 29 mai 1936 à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, (subdivision de Lomé), quartier n° 9, cercle du sud consistant en un terrain urbain non bâti, affectant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 3 ares 91 centiares, et borné au nord par terrain à Aloysius Amétépé, à l'est par la rue de Paris, au sud par la rue Duquesne, à l'ouest par terrain à Papa, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Gabriel Yao Kpeglo, commerçant, demeurant à Kété-Kratchi (Togo-britannique) domicilié à Palimé, cercle du centre, agissant au nom et pour le compte du sieur Timothy Agbestiafa Anthony, planteur propriétaire, suivant réquisition du 25 février 1936, n° 992.

Le vendredi 29 mai 1936 à quinze heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 2, cercle du sud, consistant en un terrain urbain, affectant la forme d'un polygone irrégulier, portant une construction à étage à usage d'habitations et des dépendances, d'une contenance de 3 ares 58 centiares, et borné au nord par terrain à Quaku Bruce, à l'est par terrain à Mensah, au sud par la rue du grand marché, à l'ouest par terrain à Tossoukpé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Emmanuel Ayivi Ajavon, ancien aide-pharmacien, propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 6 mars 1936, n° 993.

Le vendredi 29 mai 1936 à dix heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé,

quartier n° 9, cercle du sud, consistant en un terrain urbain non bâti, affectant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 ares 45 centiares, et borné au nord par la rue de Brazza, à l'est par terrain à Maria Amenovi Anthony, au sud par terrain à Henri Anthony, à l'ouest par terrain à Robert Aba Anthony, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Sabine Agbeko Silveira, bijoutier demeurant à Lomé, agissant comme mandataire du sieur Andreas Kokuvi Anthony, tisserand-propriétaire, demeurant à Adafianu (Gold-Coast), suivant réquisition du 7 mars 1936, n° 994.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

*Le conservateur de la propriété foncière.*  
PEYROTTE.

# BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

FÉVRIER 1936

## Climatologie (1)

DATES	LOMÉ			NUATJA			ATAKPAMÉ			PALIMÉ			MISAHOÉ			SOKODÉ			ALÉDJO			PAGOUDA			MANGO		
	(2) Pres.	(3) Temp	(4) Hygr.	(5) Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.
1	11,3	26,8	88	97,1	29,8	84	73,0	29,0	84	88,8	29,3	85	63,7	28,3	72	63,9	27,8		25,7	26,0	60	65,0	28,3		97,8	28,2	15
2	11,0	27,5	87	97,1	30,4	79	73,0	29,8		83,7	28,0	88	63,9	29,2	73	63,7	28,1		26,1	26,0	22	66,3	27,0	10	97,9	27,9	15
3	09,0	27,3	88	98,2	30,8	76	72,2	30,8	84	81,0	28,6	78	63,9	29,3	85	63,9	27,2		25,2	26,2	27	64,3		19	96,1	28,0	15
4	09,1	27,2	90	94,9	30,4	70	71,4	29,2	86	83,7	27,9	70	62,1	29,0	67	63,8	27,4	48	24,4	26,1	41	63,1	28,2	24	95,4	28,4	10
5	09,8	28,0	89	98,0	30,3	72	72,5	29,7	83	83,8	28,3	78	62,0	28,9	74	61,3	27,3		23,0	26,0	34	62,7	29,2	41	94,9	28,8	22
6	09,8	27,9	87	98,0	30,1	84	71,0	29,0	88	84,8	27,9	73	62,0	28,9	78	64,3	29,0	50	24,9	26,8	67	68,0	29,0	43	94,4	28,5	26
7	09,1	27,8	84	98,0	30,1	73	70,8	28,5	73	83,7	28,8	72	62,2	28,7	79	62,9	28,0	63	24,7	27,0	58	61,7	29,0	44	93,3	29,5	40
8	10,0	26,8	87	96,1	27,8	85	70,9	26,4	72	83,1	28,3	80	62,9	28,3	88	61,6	28,8	61		26,0	58	62,6	29,2	60	94,4	30,5	54
9	10,1	28,4	85	96,7	28,1	87	72,3	28,0		84,0	29,9	73	63,0	26,8	67	66,1	27,1	69	26,3	28,8	72	63,3	23,0	82	96,7	27,4	60
10	10,6	27,4	85	97,0	30,6	70	72,7	29,2	88	85,4	29,8	77	63,9	29,0	68	65,9	29,0			26,1	44	64,0	26,6	68	96,7	28,9	44
11	11,4	26,8	88	97,0	30,1	62	73,4	29,3	85	86,3	27,2	85	63,0	27,7	63	65,4	26,9		26,5	29,0	32	63,9	29,0	39	95,4	28,5	29
12	12,2	27,3	88	98,3	30,2	73	72,8	29,6	80	85,7	27,3	83	65,9	26,7	71	66,3	27,8		26,8	27,7	66	65,0	28,7	54	95,7	29,4	33
13	13,0	27,8	89	99,3	30,7	72	72,8	28,6	91	86,0	28,4	81	68,0	28,6	72	67,3	29,1		27,5	27,1	61	65,8		59	97,3	30,0	47
14	13,9	28,2	93	99,4	24,8	92	74,9	28,7	83	88,3	27,7	82	66,0	28,2	73	68,0	24,8		28,4	22,5	86	66,7	26,4	72	99,0	28,3	68
15	13,8	28,8	87	98,5	29,1	79	74,1	28,2	83	87,9	27,3	83	63,9	27,9	63	67,9	27,8		28,9	28,6	53	65,9	28,2	58	96,9		63
16	12,3	27,6	85	98,0	29,8	82	74,8	29,3		88,1	28,7	84	63,3	29,0	85	67,0	28,0		26,9	28,2	43	65,1	30,4	41	96,9	30,9	31
17	10,9	28,4	87	98,3	29,6	66	73,3	28,8	88	88,4	28,0	66		27,8	68	65,7	29,0		28,7	28,8	27		31,6	28	95,9	31,0	14
18	09,7	28,1	87	96,1	30,2	84	71,1	28,4	88	88,0	28,8	77	63,1	30,8	73	64,6	29,7		24,1	27,4	58		30,6	41	94,0	31,0	16
19	09,4	27,0	88	98,3	30,1	84	71,7	30,0		84,3	27,9	75	62,1	27,7	58	63,8	28,7		24,7	28,0	39		30,6	36	94,1	31,5	32
20	10,0	27,9	89	99,7	30,4	78	72,1	30,0	88	86,0	28,2	70	62,9	26,8	71	63,0	28,6	54	25,2	27,1	61		30,2	80	94,4	31,0	34
21	11,1	27,6	89	96,7	29,5	81	72,9	29,0	83	83,7	28,1	74	63,8	26,9	86	65,7	27,7		20,4	28,2	40		29,8	47	98,5	31,2	23
22	11,4	27,2	82	97,3	26,0	82	72,7	28,2	87	86,1	27,8	70	63,7	27,4	62	66,1	29,1		26,7	28,0	28		29,3	23	97,4	30,8	13
23	10,7	27,1	83	96,9	29,3	71	72,5	28,7		85,0	27,2	66	63,0	27,2	62	66,3	28,1		25,8	27,0	28		29,1	32	98,8	30,3	10
24	09,7	27,1	83	98,0	29,8	62	71,8	29,2	87	83,0	27,4	61	61,9	27,2	71	63,9	27,5		24,7	28,1	41	63,0	29,3	30	98,9	29,3	30
25	08,9	27,8	84	94,9	29,8	88	70,6	29,6	90	83,3	27,1	71	61,8	26,7	70	63,0	27,2		24,1	26,7	57	61,3	29,3	39	93,8	29,7	33
26	07,8	27,8	83	93,8	28,9	80	69,4	28,8	88	81,9	27,3	71	60,3	26,5	69	62,1	27,4		23,9	27,4	67	60,1	29,7	38	91,1	31,1	59
27	08,6	27,8	82	95,3	29,8	85	70,8	29,7	88	83,8	28,7	71	61,7	27,2	77	63,3	27,3		23,9	26,8	67	61,1	30,0	87	92,5	31,4	61
28	09,3	27,7	84	93,4	30,3	91	71,8	30,5	88	83,9	28,3	77	62,3	27,2	73	64,3	26,4		25,2	26,4	77	62,9	28,4	71	95,3	31,0	68
29	09,8	27,0	80	96,7	27,7	90	71,9	27,7	90	84,8	27,0	78	62,3	26,2	84	64,0	27,1		24,4	28,0	63	63,1	26,0	62	95,3	31,9	40
Moy.	10,8	27,5	86	96,8	29,4	79	72,2	28,9	86	88,0	28,0	70	63,2	27,8	71	65,0	27,9	88	25,6	26,6	51	63,8	28,8	45	96,8	29,8	35

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars et corrigé à 0° : 1.000 +

(5) En millibars et corrigé à 0° : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %

# Pluviométrie (6)

DATES	LOMÉ	TSEVIÉ	ANÉCHO	PALIMÉ	MISAHOÉ	NUATJA	ATAKPAMÉ	KLABÉ	YÉGUÉ	SOKODÉ	BASSARI	ALEDJO	PAGOUA	MANGO	DAPANGO
1							G	15,0							
2															
3															
4															
5															
6								G							
7		23,0				5,3	20,0	12,0	4,5	G	3,8		G		
8				6,5		5,5	1,5	7,2	8,5	2,0		2,6	4,0	10,0	
9					10,0										
10	18,1	30,0	8,5	1,0				G							
11					8,0										
12							12,5								
13		4,0						5,4	19,5						
14	3,9		7,5	0,5		11,0	2,0							0,2	
15		0,4													
16															
17					1,0										
18															
19															
20		10,7	5,0	G				12,0							
21				2,5		18,0									
22					17,0										
23															
24															
25						4,0									
26									4,5						
27									6,5				G		
28				G	4,0	2,0	G			G		G	13,0		
29	G					4,0				10,8					
TOTAL	22,0	68,1	21,0	10,5	40,0	49,8	36,0	51,6	43,5	12,8	3,8	2,6	17,0	10,2	0,0

(6) Hauteur d'eau tombée en millimètres.

G: Gouttes.

## PARTIE NON OFFICIELLE

*« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »*

# BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1935

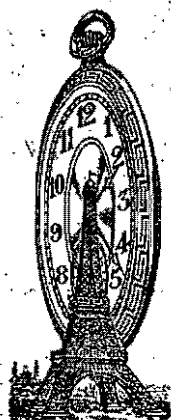
## ACTIF

Actionnaires	11.250.000,00
Caisse, Banque de France & C. N. E. P.	69.319.856,29
Garantie de la circulation	190.190.000,00
{ Bons Défense Nationale	1.000.000,00
{ Dépôt au Trésor Public	4.965.820,63
{ Disponibilités à l'Etranger	420.291.075,41
Portefeuille	74.775.523,47
Portefeuille couvert par la loi du 12 avril 1932	28.082.507,28
Avances couvertes par des Garanties spéciales	1.913.147,88
Participations financières	10.000.000,00
Avances sans intérêts aux Colonies	49.645.117,54
Avances contractuelles aux Colonies	23.872.688,96
Comptes-courants & débiteurs divers	12.244.763,81
Immeubles	811.770,02
Matériel & mobilier	8.989.646,61
Comptes d'ordre & divers	Frs. : 907.351.917,90

## PASSIF

Capital	50.000.000,00
Réserves	17.500.000,00
{ Fonds de prévoyance statutaire	1.219.473,57
{ Réserve statutaire	2.438.947,17
{ — supplémentaire	55.000.000,00
Provision pour remboursement de Billets Adirés	466.301.340,00
Billets au porteur en circulation	36.174.898,05
Effets à payer	120.368.149,95
Comptes-courants & créditeurs divers	68.109.525,36
Trésoriers-Payeurs Coloniaux (1/ compte-courant)	86.360,55
Dividendes à payer	32.365.407,41
Clients & correspondants (1/ compte d'encaissement)	42.159.176,28
Effets en nantissement	11.594.769,02
Comptes d'ordre & divers	1.354.472,56
Réescompte du portefeuille	1.767.633,29
Profits et Pertes	911.764,69
{ Report des semestres antérieurs	Frs. : 907.351.917,90
{ Bénéfice net du semestre	

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

*"A la Tour Eiffel"***JOYEROT & JACOT**

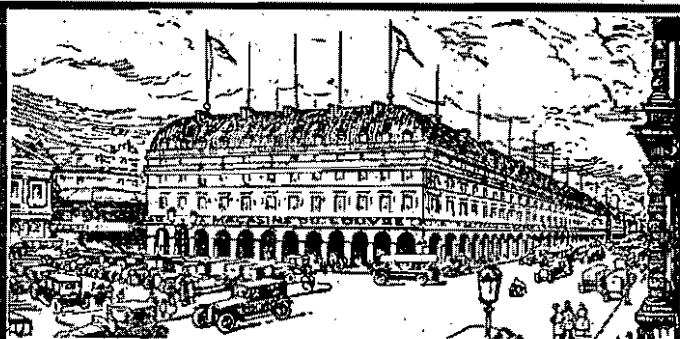
Catalogue général d'Horlogerie  
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé  
gratuit et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

*Facilités de paiement*

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON — France

**AU LOUVRE** Paris

PLACE DU PALAIS ROYAL

LES CRÉATIONS DE CES MAGASINS SE  
RECOMMANDENT PAR LEUR BON GOUT,  
LEUR QUALITÉ IRRÉPROCHABLE ET LEUR  
PRIX TRÈS MODÉRÉS.

Demandez le *Catalogue Général des Nouveautés d'Été* à  
Monsieur le Directeur des Grands Magasins du Louvre à Paris,  
il vous sera envoyé franco.

**VITTEL**

VILLE DE SANTÉ DES COLONIAUX  
EST ACCESSIBLE A TOUTES LES BOURSES

Dans le climat frais et reconstituant des  
Vosges, toutes les distractions, au milieu  
d'une véritable "Campagne thermale"

POUR LES REINS	POUR LE FOIE
<b>GRANDE</b>	<b>SOURCE</b>
<b>SOURCE</b>	<b>HEPAR</b>

SAISON DU 25 MAI AU 20 SEPTEMBRE